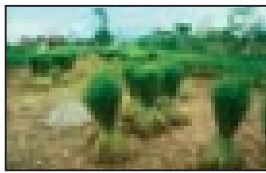


## OXFAM AU MOZAMBIQUE

Ossemane Ismael de l'organisation paysanne UNAC est formel : "nous avons besoin de vrais partenaires, pas de machines à sous".



## DOI MOI AU VIETNAM

A l'heure où le Vietnam se tourne de plus en plus vers l'économie de libre marché, Oxfam entretient un partenariat unique avec les institutions du pays.

België-Belgique

P.P./P.B.

B-010

AUTORISATION DE FERMETURE  
B-010

TRIMESTRIEL D'OXFAM-SOLIDARITE - NUMERO 3 - SEPTEMBRE 2003

# Globo

# Partenaires pour la solidarité



**Oxfam**  
Solidarité

Un autre monde.  
Justement!



# Solidarité au XXI<sup>e</sup> siècle

## Plus fort ensemble : nos partenaires et nous

La coopération et le dialogue avec nos partenaires dans le Sud forment les piliers du travail de notre organisation. Ensemble avec ses partenaires, Oxfam-Solidarité lutte pour la justice, la paix, le développement durable et le respect des droits de l'Homme et des peuples dans le monde.

Dans les années '60, Oxfam était présente aux côtés des peuples en lutte pour leur indépendance. Leur revendication principale était alors la fin du colonialisme.

Nous avons soutenu la population noire d'Afrique du Sud et de Namibie dans son combat contre le régime d'apartheid. Notre personnel et nos sympathisants étaient aussi étroitement impliqués dans la lutte de libération contre le colonialisme portugais au Mozambique, en Angola et en Guinée-Bissao. En Belgique, nous avons organisé la solidarité envers les peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge, confrontés à l'intervention militaire meurtrière des Etats-Unis. Plus tard, dans les années '80, les peuples d'Amérique centrale (Nicaragua, Salvador) ont également pu compter sur notre soutien. De l'autre côté de l'Atlantique, Oxfam a appuyé la lutte de libération en Erythrée et au Sahara occidental. Le processus de décolonisation dans le Sud allait alors de pair avec la Guerre froide.

### Fin de la Guerre froide

La chute du mur de Berlin a marqué la fin de la Guerre froide. Cet événement a marqué le début d'une toute autre dynamique. Le modèle économique néolibéral a alors entamé une rapide progression mondiale. L'économie s'est globalisée à un rythme effréné. Une dynamique internationale était dès lors nécessaire pour renverser la situation. Ensemble avec une foule de partenaires dans le Nord et dans le Sud, Oxfam s'est inscrit dans le mouvement pour une autre mondialisation. Des réseaux internationaux d'envergure ont vu le jour comme la Via Campesina ou "Our world is not for sale" (Notre monde n'est pas à vendre). Oxfam International s'est considérablement renforcé ces dernières années.

### Mouvement mondial

Nous encourageons constamment nos partenaires à s'impliquer activement dans ces réseaux internationaux et à prendre part aux mouvements sociaux dans leurs propres pays et régions. Nous sommes en dialogue permanent avec eux pour définir la meilleure manière de mener ensemble nos actions.

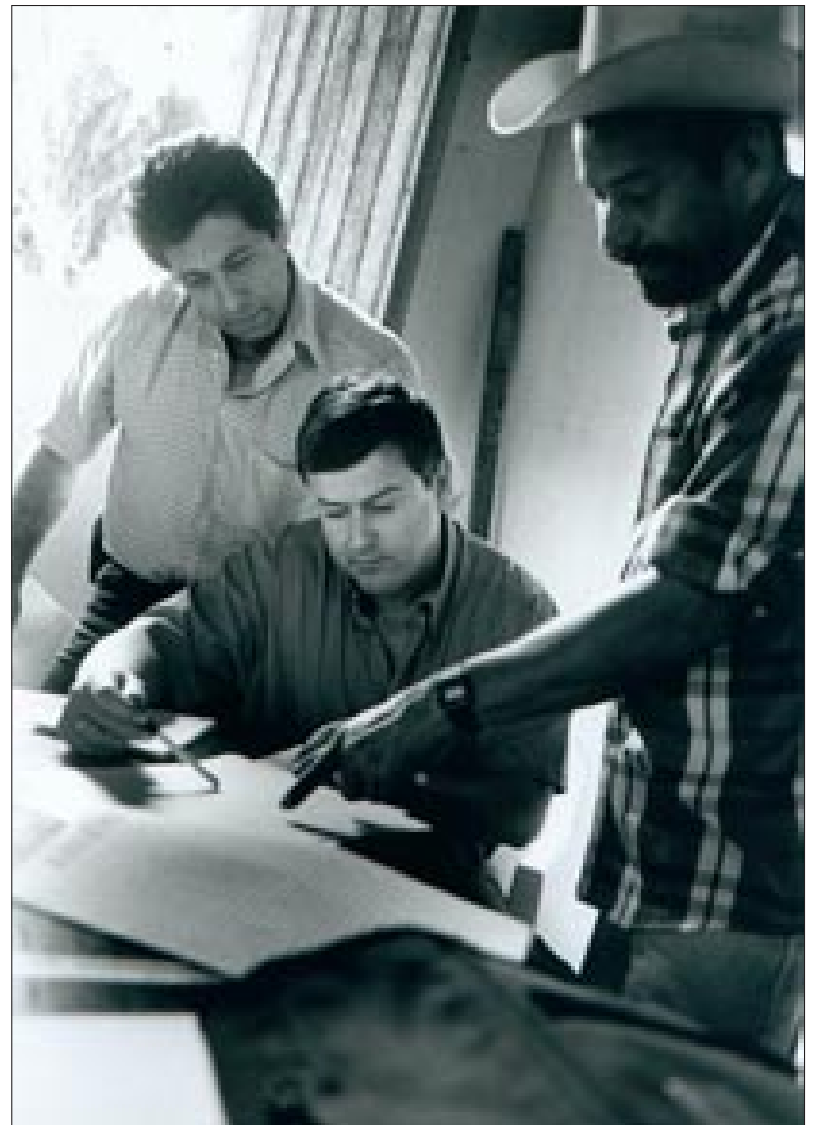
A l'heure actuelle, le mouvement altermondialiste se trouve face à un défi important. Comment se positionner face au pouvoir? Nous luttons avec nos partenaires du Nord et du Sud pour une revalorisation de la sphère politique.

A terme, la politique doit pouvoir à nouveau prendre des décisions sur le plan économique tout en veillant à une plus grande justice sociale. La politique doit pouvoir reprendre ses responsabilités et prendre le contrôle et la direction de l'économie.

### Pour un réel changement

Les mouvements sociaux et les altermondialistes refusent sciemment toute forme d'Etat autoritaire et optent pour une gestion éthique et responsable : ensemble, en concertation avec le plus grand nombre de personnes, nous travaillons tous pour un réel changement et pour un développement durable.

"Un autre monde. Justement!" est bien plus qu'un slogan. Il s'agit de la profession de foi d'Oxfam et de ses partenaires.



Manuel Muñiz, représentant régional d'Oxfam en Amérique centrale et au Mexique en discussion avec des partenaires salvadoriens. (photo Tineke D'haese)

### Fiasco à Cancún

Cela vient à nouveau de se confirmer dans la ville mexicaine de Cancún. La cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est terminée sur un fiasco total. Les pays riches se sont fermement attachés à leurs subsides agricoles. Aucun accord n'a dès lors été conclu, ni sur le commerce des services ni sur les "nouvelles matières". Ce statu quo fait suite à la résistance des pays du Sud, au premier rang desquels se trouvent la Chine, l'Inde ou le Brésil. Le mouvement pour une autre mondialisation a aussi contribué à cette défaite des puissants. Mais la vigilance reste de rigueur et l'heure n'est pas aux réjouissances. Après Cancún, les pays riches (l'Union européenne en premier) menacent d'arriver à leurs fins via des accords bilatéraux avec les pays en développement. Notre monde reste "à retravailler" pour conclure sur un ancien slogan.

**Stefaan Declercq**

Secrétaire général d'Oxfam-Solidarité

## “Un partenaire n'est pas une machine à sous”

L'Union nationale des paysans du Mozambique (UNAC) a été créée en 1987 dans des circonstances difficiles : une guerre dévastatrice et de fortes pressions de la Banque mondiale ont fait plier le gouvernement de l'époque.

En un clin d'œil, le Mozambique est passé d'une économie socialiste planifiée au libre-marché. Le coordinateur de l'UNAC, Ossemane Ismael, raconte ces années difficiles et l'importance des liens de partenariat avec Oxfam-Solidarité ainsi qu'avec l'organisation paysanne internationale Via Campesina et le mouvement brésilien des sans-terre (MST).

**Ossemane Ismael :** “Le pays a acquis son indépendance en 1975 après une lutte armée menée par le Front de libération du Mozambique (Frelimo).

Le colonisateur portugais était membre de l'OTAN. Les mouvements de libération de l'Afrique portugaise ont été obligés de demander le soutien des pays socialistes. Cela faisait partie du grand échiquier de la Guerre Froide. La Chine, le Vietnam et Cuba ont vécu les mêmes expériences. Après l'indépendance, nous avons résolument opté pour la voie marxiste-léniniste. En même temps, nous avons des relations tendues avec nos voisins: la Rhodésie (qui deviendra plus tard le Zimbabwe) et son gouvernement blanc minoritaire ainsi que l'Afrique du Sud et son régime d'apartheid, deux bastions du colonialisme et du capitalisme en Afrique. Un Mozambique indépendant dirigé par un gouvernement socialiste était inadmissible à leurs yeux. Les nouveaux dirigeants mozambicains ont sous-estimé le régime d'apartheid. Nous aussi. Nous pensions pouvoir devenir indépendants après notre victoire sur le Portugal”.

### De grandes terres vides

“La plupart des Portugais sont partis rapidement car ils n'étaient pas vraiment rassurés par les orientations socialistes du Frelimo. Les grandes propriétés terriennes des colons (sur lesquelles étaient cultivés le coton, le sisal et le sucre) se sont soudain trouvées abandonnées. Les mozambicains étaient autrefois forcés par les colons à travailler sur ces terres comme ouvriers agricoles. Il s'agissait de travaux forcés, une forme d'esclavage. Le Frelimo a transformé ces grandes propriétés terriennes en exploitations d'Etat ou coopératives et voulait les intégrer dans un grand système agricole socialiste. L'agriculture familiale restait le plus grand secteur d'activité. Le Frelimo rêvait de faire évoluer cette branche de l'agriculture en coopératives et communautés villageoises où tous les services sociaux seraient disponibles. Au début, les campagnes avaient une grande confiance dans le nouveau gouvernement. Et cela a duré longtemps car le Frelimo a réellement créé écoles, hôpitaux, infrastructures diverses...”

### Le prix de la guerre

“Le Mozambique a connu une guerre dé-



Paysans mozambicains lors d'une rencontre avec l'UNAC.

vastatrice entre 1977 et 1992. Le Frelimo n'était plus capable de tenir la route au niveau politique. Tout ce qui échouait était mis sur son dos. “Le prix de la paix a été particulièrement cher” confie Ossemane Ismael. “Le Mozambique a dû faire le choix de l'économie de libre-marché. Notre organisation s'est alors demandé si le système agricole coopératif pouvait s'adapter à la nouvelle réalité économique. En 1987, un groupe de paysans s'est réuni pour débattre de la question. Cette réflexion a débouché sur la création de l'UNAC, une organisation paysanne indépendante. Autrefois, les organisations paysannes étaient membres du parti au pouvoir. L'organisation a vu le jour en temps de guerre, ce qui a rendu sa mise en place particulièrement difficile. Notre

idée de départ était de défendre les intérêts paysans et d'acquérir plus d'autonomie pour les organisations paysannes face au gouvernement. Nous partions de revendications concrètes comme “la terre aux paysans”.

Nous avons besoin d'aide. Mais nous devons pour cela collaborer avec des ONG étrangères, ce qui était une atteinte à notre indépendance. Nous nous sommes alors lancés dans un partenariat avec un consortium d'ONG canadiennes. Un programme à plusieurs zéros. Mais une fois l'argent dépensé, il ne restait plus rien. Sauf l'idée d'avoir agi en “assistés”. Des organisations locales nous ont alors demandé de trouver de nouveaux partenaires et de l'argent frais pour continuer dans la même voie”.

“Oxfam et l'UNAC ont développé une relation de confiance. Nous pouvons dire ce que nous avons à dire. Les difficultés ne sont pas écartées”.

# Ismael (Mozambique)

## Nouveaux contrats cruciaux

“1997 a été une année cruciale pour nous” explique Ossemame Ismael. “Nous avons conclu notre premier contrat avec MSF (le mouvement des sans-terre du Brésil). Ils nous ont appris à nous opposer au marché. Ce fut le début d’une très intense réflexion. Par le biais du MSF, nous avons rapidement lié des liens avec l’organisation paysanne internationale Via Campesina. Ce qui a entraîné de profonds changements au sein de l’UNAC. Nous avons rapidement compris que le soutien financier n’était pas l’essentiel. Agir réellement contre le modèle néolibéral est encore plus important. Nous pouvons aujourd’hui affirmer que nous sommes un mouvement social qui mène une lutte concrète. C’est aussi durant cette période que nous avons appris à connaître Oxfam-Solidarité. Au fur et à mesure de nos nombreuses discussions, un respect mutuel a vu le jour. Oxfam appréciait la manière dont nous voulions collaborer avec les paysans locaux. Et nous trouvions un partenaire important qui était autre chose qu’une machine à sous. Nous partageons une idéologie et une vision politique communes. Nous avons entamé un premier programme de coopération avec un budget très faible, voire ridicule en comparaison avec celui des Canadiens. Mais nous pouvions dire ce que nous avions à dire. Les difficultés n’étaient pas écartées. Une relation de confiance mutuelle, c’est cela que nous recherchions”.

## Laboratoire Nampula

“Les semences ont toujours été un élément central pour l’UNAC. Lors de la mise en place d’un programme, nous devons communiquer à nos partenaires l’argent nécessaire, le nombre d’hectares, etc. C’est ce que veulent entendre les ONG car elles dépendent de cofinanciers qui exigent ce genre de données. Mais si nous déposons sur la table un



Ossemame Ismael : “la privatisation des terres augmentera fortement la pauvreté dans le pays”. (photos Johann Paquet)

programme pour renforcer notre indépendance au niveau des semences, les ONG et les cofinanciers sont tout à coup moins enthousiastes. Pour Oxfam, cela n’a jamais posé problème car nous partageons la même philosophie indépendante. Elle nous a toujours fortement aidés à réfléchir sur ces questions. C’est une interaction importante pour nous. Nous avons mis ensemble en place un important programme d’évaluation dans la province de Nampula. Nampula est un véritable laboratoire pour le mouvement alternatif au Mozambique. Nous recevons beaucoup de visiteurs désireux de voir comment nous collaborons avec les paysans locaux. Nous y avons développé un programme de semences et d’engrais permettant de renforcer l’indépendance des paysans. Certaines branches de l’UNAC ont pris contact avec des entreprises privées, ce qui est contre nos principes. Cela nous a permis d’en discu-

ter pour tenter de les convaincre de ne pas agir ainsi”.

## Privatisation

“Depuis 1987”, poursuit Ossemame Ismael, “le gouvernement mozambicain poursuit une politique de libéralisation extrême. Il veut permettre aux investisseurs privés d’exploiter les grandes exploitations terriennes. Problème supplémentaire: la plupart des petits paysans ne disposent pas de titres de propriété. L’UNAC en a immédiatement fait son cheval de bataille. Chez nous, la terre est propriété de l’Etat et ne peut être privatisée selon la Constitution. Seul l’usufruit peut être défini. Mais il existe une forte corruption dans son attribution. Et cette corruption peut être combattue. Si nous ne pouvons stopper la privatisation, elle deviendra la règle. L’électricité, l’eau, les routes menacent d’être privatisées. Même au temps de l’occupation coloniale on n’avait pas été si loin. Actuellement, si quelque chose ne va pas dans le pays, l’Etat est immédiatement accusé d’en être la cause et des voix se lèvent pour défendre la privatisation. Si nous acceptons que les terres soient privatisées, des millions de personnes basculeront dans la pauvreté”.

“Nous sommes parvenus à faire approuver une loi qui reconnaît le droit à l’occupation des terres. Les paysans qui travaillent une terre depuis au moins dix ans peuvent ainsi exiger un titre de propriété. Une loi concerne aussi l’accès à la terre pour les femmes, ce qui est assez unique en son genre en Afrique. Mais

l’application d’une telle législation semble difficile dans la pratique. Entre-temps, une loi sur la privatisation des terres a aussi été approuvée. Il règne un climat de corruption intense au sein de l’élite du pays. Elle ne dispose pas du pouvoir économique réel et veut dès lors s’accaparer une partie des terres agricoles. Les investisseurs privés ont également un grand pouvoir. Sous pression de la Banque mondiale, une forte tendance a émergé pour de toujours plus de privatisation des terres en faveur de riches investisseurs privés. Les opposants à la législation existante ont commencé à mieux s’organiser au sein du gouvernement. Le ministre de l’agriculture par exemple est un fervent partisan de la privatisation. La plupart des paysans mettent en avant les avantages de la propriété étatique des terres agricoles. Au sein du Frelimo aussi, il existe de nombreuses tendances qui défendent la législation actuelle. Ils comprennent que la privatisation servira principalement les intérêts des grands investisseurs étrangers”.

Ossemame Ismael envisage la suite. “L’UNAC a une tradition de projets agricoles très concrets. Mais en ce moment, nous développons un tout nouveau programme avec Oxfam-Solidarité. Il s’agit d’un projet de démocratisation et de participation dans les campagnes, couplé à un travail de lobby politique intensif de notre organisation. Une nouveauté pour nous. Nous réfléchissons à la réalisation concrète de tout cela sur le terrain”.

Wim de Neuter

## Le calme avant la tempête

“Nous vivons une période de calme avant la tempête” constate Ossemame Ismael. “La législation existante peut être facilement réduite à néant. Les investisseurs (étrangers) incitent les paysans à produire plus de coton. Ils leur font miroiter d’énormes profits. Les paysans, constamment confrontés à des problèmes de crédit, sont tentés. Mais ils constatent vite les difficultés de travailler de manière purement commerciale. Entre-temps, ils ont abandonné leur propre production alimentaire. Ces entreprises promettent de vendre les produits des agriculteurs, ce qui reste très difficile dans le contexte du Mozambique. Il y a donc peu de retour. De plus en plus de paysans sont alors payés en nature avec des semences ou des engrais. Le gouvernement présente pourtant l’action de ces entreprises comme “lutte contre la pauvreté” et “développement des campagnes”.



## Via Campesina : paysans du Sud et du Nord à l'unisson

Cette dernière décennie, la naissance de réseaux mondiaux est une tendance porteuse d'espoir. Ceux-ci mettent tout en œuvre pour renverser les rapports de forces actuels dans le monde.



Une délégation de la Via Campesina lors d'une manifestation à Porto Alegre au Brésil. (photo Tineke D'haese)

Ces réseaux travaillent ensemble à la construction d'alternatives à la mondialisation de l'économie. Ils tentent d'imposer de réels changements de société. La Via Campesina est l'un de ces mouvements internationaux.

### Un mouvement Nord-Sud

Le mouvement existe depuis plus de dix ans. Le texte fondateur de la Via Campesina – la déclaration de Bangalore – précisait déjà qu'il ne s'agit pas seulement d'un mouvement issu du Sud mais aussi d'un réseau international dont l'objectif est l'analyse des problèmes agricoles du Sud et du Nord afin d'y apporter des solutions. C'est pourquoi la Via Campesina recherche également des alliances en Europe avec des organisations paysannes et des partenaires comme Oxfam-Solidarité.

### Un profil politique

Nico Verhagen travaille pour le secrétariat international de la Via Campesina. De 1993 à 1999, il a coordonné depuis Bruxelles les activités et les alliances du mouvement en Europe. L'organisation a opté dès le début pour un profil politique clair. Nico Verhagen explique comment le mouvement conçoit son rôle dans la lutte contre la politique néolibérale mondiale en matière

d'agriculture et d'alimentation. "La Via Campesina travaille autour de huit thématiques : commerce et souveraineté alimentaire (le droit des peuples et des Etats à définir eux-mêmes leurs politiques alimentaires et agricoles), réforme agraire, biodiversité et patrimoine génétique, agriculture durable, droits de l'Homme, migration et ouvriers agricoles, femmes et paysannerie. Prenons le thème de la souveraineté alimentaire. Ce concept est complexe tant pour les paysans du Sud que du Nord. Cela va des crédits agricoles à l'accès et au contrôle des moyens de production comme la terre, les semences, les outils, l'eau. La Via Campesina veut réellement peser sur les décisions sur le plan de la politique agricole internationale, d'où sa présence dans les centres de décision : Union européenne, Etats-Unis, institutions internationales".

### Préserver son autonomie

"Nos membres en Afrique, en Amérique latine et en Asie mènent leurs propres projets agricoles. L'appui financier que nous leur fournissons est tout d'abord destiné

à leur donner une place dans les débats, campagnes et forums internationaux liés aux politiques agricoles. Pour permettre cet appui, la Via Campesina compte sur les alliances et le financement d'organisations partenaires dans le Nord mais veille à préserver sa propre indépendance. Nous trouvons chez nos partenaires dans le Nord (comme les organisations non-gouvernementales de développement) un réel soutien et un financement pour notre action politique – campagnes, mobilisation, recherche, réflexion avec l'ensemble de nos membres. A ce niveau, une évolution particulièrement favorable est actuellement en cours. Ces partenaires nous soutiennent pleinement et financent une partie de notre fonctionnement sans s'immiscer dans nos prises de décisions. La Via Campesina accorde beaucoup d'intérêt à la relation de confiance qui existe avec Oxfam-Solidarité. Nos deux organisations partagent une même vision et une grande cohérence sur les huit thèmes de travail de notre mouvement".

Patricio Montecinos  
[www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)

## Surproduction contre économie de subsistance

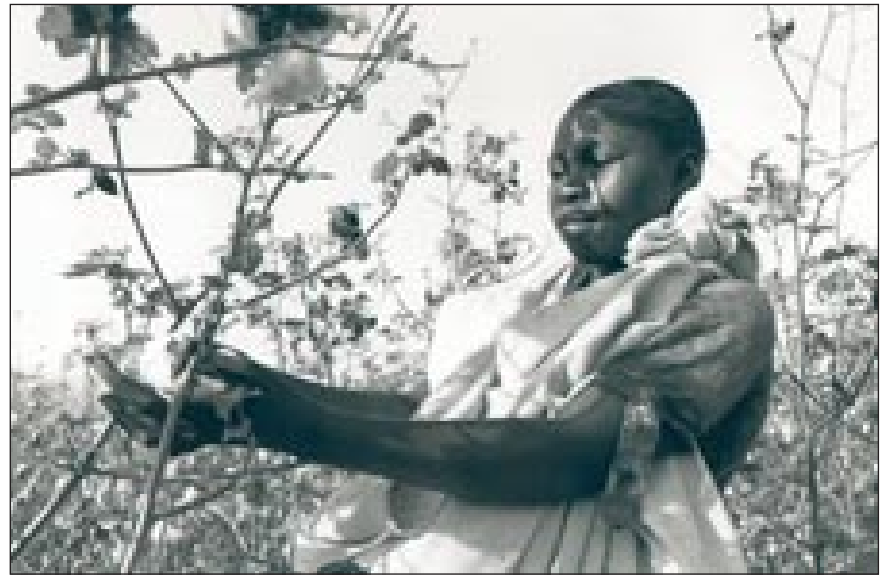
Dans notre monde globalisé, une décision prise d'un côté de la planète peut avoir de graves répercussions aux antipodes. En matière de commerce, l'affaire du coton africain en est un exemple frappant.

Une surproduction chronique depuis des années a provoqué l'effondrement des cours sur le marché international du coton. Si plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'écart entre l'offre et la demande, la plupart des spécialistes s'accordent pour dire que les subventions des pays riches à leurs producteurs de coton jouent ici un rôle central. Si la Chine et l'Union européenne (subventions aux producteurs espagnols et grecs) ont leur part de responsabilité, le record est détenu par les États-Unis, premier exportateur mondial.

Les subventions à l'agriculture constituent un véritable dumping. Cette stratégie agressive de conquête des marchés a déjà fait perdre des revenus considérables aux agricultures familiales du Brésil,

de l'Inde ou du Pakistan. Mais les cultivateurs de coton d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont sans nul doute les plus grands perdants. 25.000 cultivateurs de coton étasuniens reçoivent plus de quatre milliards de dollars par an. Ce montant dépasse le Produit national brut d'un pays comme le Burkina Faso, où plus de deux millions de personnes dépendent directement de la production de coton pour survivre et où la moitié des paysans vivent en dessous du seuil de pauvreté. Quatre milliards de dollars, c'est aussi plus que le total de l'aide annuelle accordée par les États-Unis à l'ensemble de l'Afrique...

Or, sous la pression de la Banque mondiale et du FMI, de nombreuses réformes ont amélioré la compétitivité de la cultu-



Le secteur du coton africain vit une crise profonde. (photo Oxfam GB)

re africaine du coton. Il s'agit à présent de la première activité agricole de pays comme le Burkina Faso ou le Mali. Le coton fait vivre, directement ou non, quelque dix millions de personnes en Afrique de l'Ouest.

Mais si le coton africain a un coût de production très faible, il est pourtant moins compétitif sur le marché que le coton subventionné. Les subventions permet-

tent ainsi aux pays riches d'écouler leurs produits agricoles sur les marchés mondiaux à des prix n'ayant aucun rapport avec les coûts de production.

Cette situation favorise une réflexion sur les règles actuelles du commerce mondial et sur les inégalités flagrantes qu'elles engendrent. La politique du "tout au marché" prônée par l'OMC démontre une nouvelle fois ses limites. **F.K.**

## S'unir contre l'injustice

Les énormes difficultés soulevées par la crise du coton ont poussé mouvements paysans, associations de producteurs et gouvernements africains à s'unir dans leurs démarches auprès de l'Union européenne et de l'OMC.

Vue l'ampleur de la crise cotonnière en Afrique de l'Ouest et du Centre, quatre pays de la région – le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad – ont déposé fin avril dernier une soumission à l'OMC. Cette proposition de négociation sur le coton et sur les effets néfastes des subventions d'autres pays producteurs est largement soutenue par de nombreux autres pays africains ainsi

que par l'ensemble des quarante-neuf pays les moins avancés (PMA).

Peu après, les différents acteurs du dossier coton africain se sont retrouvés autour de la table pour élaborer ensemble une stratégie conjointe. Organisations paysannes, société civile et représentants des gouvernements signataires de la soumission ont ainsi entamé début septembre le "cotton

tour", une tournée diplomatique en Europe avant de traverser l'Atlantique pour le sommet de l'OMC à Cancún.

Lors de leur passage à Bruxelles, Ndjogou Fall et François Traore – respectivement président du ROPPA (le réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest) et président de la confédération paysanne du Burkina Faso, deux organisations partenaires d'Oxfam-Solidarité –, des ambassadeurs africains et des représentants d'ONG ont tous demandé le soutien de l'Union européenne et du gouvernement belge à la soumission.

Ils se sont ensuite envolés pour le Mexique en passant par Washington avec toujours deux revendications principales: l'élimina-

tion progressive des subventions sur le coton ainsi que le paiement de compensations transitoires à titre exceptionnel.

Une initiative qui rassemble associations de producteurs et autorités gouvernementales autour d'un même enjeu n'est pas si fréquente. Tous veulent que les membres de l'OMC reconnaissent l'urgence de résoudre la question du coton pour le développement et la lutte contre la pauvreté dans la région. Et ils sont déterminés... Si les négociations s'avéraient inefficaces, ils sont prêts – même si une telle action risque d'être fort complexe à gérer – à saisir l'Organe de règlement des différends de l'OMC, comme l'a déjà fait le Brésil pour les mêmes raisons à l'automne dernier.

[www.pouruncommerceequitable.com](http://www.pouruncommerceequitable.com)

# 1... 2... 3... action!



## 10.000 citoyens actifs. Et vous?

L'opération 11.11.11. (du 7 au 16 novembre) est une grande action au profit des pays en développement en Belgique.

Thème de cette année : les conséquences de la dette du Tiers-Monde sur les systèmes de soins de santé.

Engagez-vous dans votre comité local.  
Renseignements et candidatures:  
0800 30 111 ou [www.cncd.be](http://www.cncd.be)

## Bénévoles wanted!

Oxfam-Solidarité a toujours besoin d'un coup de main. Pourquoi ne pas devenir bénévole? Nos projets de développement, nos campagnes et nos magasins ont souvent du travail pour vous.

Vos talents peuvent contribuer à la solidarité et à un "autre monde". Nous comptons sur vous...

Envie de collaborer?  
Prenez contact avec Maud Barbé: 02 501 67 38  
[maud.barbe@oxfamsol.be](mailto:maud.barbe@oxfamsol.be) - [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)



## Carrefours du Monde

Comprendre les réalités du Sud? Vous plonger dans la peau d'un Sud-Africain ou d'un Bolivien? Vous perdre dans les méandres de Mondiapolis, la ville de l'économie mondialisée?

Visitez les ateliers d'immersion Carrefours du Monde.

Groupes et classes à partir de 16 ans peuvent s'inscrire auprès de Birgit Vanhoutte:  
02 501 67 12 ou [birgit.vanhoutte@oxfamsol.be](mailto:birgit.vanhoutte@oxfamsol.be)

## Une collaboration unique

**Pays des dragons, des fleurs de lotus, d'Ho Chi Minh et d'Honda, la République socialiste du Vietnam est en plein "boum": prolifération de nouveaux bâtiments et trafic urbain intense.**

Oxfam-Solidarité soutient des projets au Vietnam depuis trente ans. Au début des années '70, le pays était impliqué dans ce que l'on appelle toujours "la guerre américaine". Oxfam a pris position contre cette guerre, a participé à des manifestations en Belgique et a fourni de l'aide humanitaire aux victimes vietnamiennes. L'unification de 1975 a marqué le début de la reconstruction du pays dévasté. Nous avons surtout investi dans les hôpitaux et les infrastructures médicales ; parfois aussi dans l'aide alimentaire mais toujours en étroite collaboration avec les institutions d'Etat. Pour la simple raison qu'il n'existe pas d'organisations non-gouvernementales au Vietnam, comme dans les autres pays.



70% des Vietnamiens dépendent de l'agriculture. (photos Tineke D'haese)

Mais ce partenariat avec l'Etat était aussi un choix stratégique. Le Vietnam est un pays qui veut réellement mettre en pratique des idéaux comme l'égalité, la justice et la souveraineté. Le pays est aujourd'hui en route vers une "économie de marché d'orientation socialiste". Nouvelles lignes politiques, nouveaux défis. Pour Oxfam-Solidarité aussi.

### "Doi moi"

A l'heure actuelle, le Vietnam connaît une croissance rapide. Les autorités accueillent l'économie de marché et cherchent à entretenir de bonnes relations avec l'étranger. L'intégration dans l'économie est vue comme une condition nécessaire pour le développement et la prospérité de la population. En 1996, le pays a conclu un accord avec la zone régionale de libre échange (AFTA) et sera membre à part entière de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'ici 2005. Ses relations avec les Etats-Unis ont été normalisées durant la présidence de Clinton, ce qui a mené en 2000 à un accord commercial avec l'ancien ennemi. Cette politique du renouveau est appelée "doi moi" par les Vietnamiens. La croissance économique a dès lors fortement augmenté, soit 9% au début des années '90. La crise asiatique de 1997 a temporairement réduit cette tendance à 4% mais elle remonte progressivement ces dernières années. Le Produit national brut a doublé grâce à une expansion du secteur agricole – dont les 70% de la population sont encore dépendants. En attendant, le Vietnam est leader mon-

dial pour l'exportation de riz, de café et de poivre. L'industrie se porte bien, surtout grâce à l'apport d'investissements privés (étrangers). Le gouvernement tente d'attirer les capitaux étrangers par la création de "zones économiques de production". La pauvreté a fort diminué. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (deux euros par jour) est passé de 58% en 1992 à 37% en 1998. Selon la Banque mondiale, les hauts revenus ont contribué à un meilleur accès à l'enseignement et aux soins de santé.

### Collaboration avec l'Etat

Au cours des dix dernières années, Oxfam a développé des liens durables avec un petit nombre d'organisations étatiques comme l'autorité du district de la province de Nghe An ainsi qu'avec diverses organisations de base du parti

communiste : le Mouvement de jeunesse, l'Union des femmes, la Confédération nationale du travail, l'Union des paysans, l'Association des vétérans de guerre. Tous ont joué un rôle important durant la lutte de libération et sont aujourd'hui implantés dans le moindre petit village. Ces organisations sont pour Oxfam des partenaires importants. Dans la province de Ha Tinh, Oxfam collabore avec l'Union des femmes. Des liens de partenariat ont aussi été tissés avec l'Union des paysans et le syndicat au niveau provincial dans les provinces de Ha Tinh et de Hoa Binh et au niveau du district dans la province de Nghe An. En 1992, Oxfam a ouvert un bureau local à Hanoi et a soutenu un programme de développement dans la province de Nghe An avec de petits projets au niveau communal (eau potable, irrigation, construction d'écoles). Dans le district de Tuong Duong, une série de projets en eau potable ont été mis en place avec les autorités.

Tuong Duong est un district éloigné de tout, à la frontière du Laos. Six minorités ethniques y vivent. Les autorités vietnamiennes mènent une politique active d'intégration dans le développement national de ces régions isolées et souvent pauvres. Un soutien a été demandé à des organisations étrangères pour l'installation de routes et de conduites d'eau, la construction d'écoles, d'hôpitaux et de postes médicaux ou encore de canaux d'irrigation. Ces dernières années, nous collaborons étroitement avec les autorités dans ce district et celui de Thanh Chuong.

**Peter Mol**

(ancien représentant d'Oxfam-Solidarité à Hanoi)



Le Vietnam est le plus grand exportateur de riz dans le monde.

## Femmes et paysans participent

Ces projets concrets stimulent le débat autour du travail et de la manière dont la population peut y être associée. L'Union des femmes et l'Union des paysans participent à ce processus. En 2000, un loi a été votée sur la "démocratie de base". Objectif : la participation optimale de la population locale et la décentralisation des responsabilités. Les organisations de base jouent ici un rôle important. Le Vietnam se trouve à un tournant. L'affiliation à la zone régionale de libre échange et à l'OMC laissera de profondes traces au niveau de l'agriculture. L'Union des paysans désire mieux comprendre les conséquences de la mondialisation et de l'augmentation de la production afin de mieux pouvoir s'adapter. Oxfam soutient les paysans vietnamiens dans ce difficile processus d'apprentissage.

## Les Cubains reçoivent une voix en Europe

Si les résultats concrets sont importants dans notre travail quotidien avec nos partenaires dans le Sud, les interactions le sont tout autant. Nos partenaires doivent avoir la parole en Belgique et en Europe.

Depuis 1993, les Etats-Unis tentent d'imposer au monde entier leur blocus contre Cuba. Oxfam-Solidarité cherche à préserver de l'intervention étasunienne la coopération, déjà réduite, entre l'Union européenne et l'île. Ce blocus reste le principal frein aux initiatives de développement que Cuba expérimente à l'heure actuelle. Par notre travail sur le terrain, nous avons rapidement pu constater le potentiel et le dynamisme de nombreuses organisations cubaines de base. Elles nous ont adressé une requête importante : démontrer l'injustice du blocus étasunien. "C'est le meilleur soutien que les ONG européennes puissent nous apporter" nous ont-elles confié. "Nous ne voulons pas d'actions inutiles. Veillez à ce que nous puissions déterminer nous-

mêmes de manière indépendante notre politique alimentaire, nos services sociaux et notre développement". Cette demande est devenue l'essence de notre travail en Belgique et en Europe : donner la possibilité à Cuba de dessiner son propre modèle de société.

### "Coyotes"

Pour cela, nous nous adressons à plusieurs publics. D'une part les ONG, mouvements sociaux et comités de solidarité, d'autre part le monde politique. Ainsi par exemple, certains membres du mouvement européen pour un commerce équitable – European Fair Trade Association (EFTA) – collaborent à Cuba avec l'ANAP, l'organisation des petits paysans. Le mouvement pour un commerce équitable établit traditionnellement des liens directs avec de petits producteurs dans le Sud. Les "coyotes", ces entreprises qui servent d'intermédiaires, sont ainsi écartés. Mais le mouvement considère aussi l'Etat comme un intermédiaire à éviter. Pour Oxfam-Solidarité, l'Etat doit cependant remplir son rôle de régulation et placer dans l'agenda politique les intérêts contradictoires au sein de la société. Un débat fructueux a ainsi



(photo Eric de Mildt)

vu le jour entre Cuba et les organisations de commerce équitable : l'Etat cubain – en charge des exportations – est-il un "coyote" qui écrème les prix équitables que les producteurs reçoivent ou défend-t-il les intérêts des producteurs de café, de miel et de jus de fruits?

### Lobby

D'autre part, Oxfam-Solidarité se tourne directement vers les décideurs politiques belges et européens. Les tentatives d'intégrer Cuba dans l'accord de Cotonou, les critères purement politiques avec lesquels l'Europe voulait

donner forme à sa coopération avec Cuba en 2000, la faible opposition de l'Union européenne à la loi Helms-Burton, le timide accord atteint en 1998 avec les Etats-Unis pour éviter le feu aux poudres, les tentatives entreprises aujourd'hui par l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne pour briser les relations diplomatiques avec Cuba : tous ces thèmes sont débattus entre Oxfam-Solidarité et ses partenaires cubains engagés dans des projets de développement, du centre d'études local aux organisations nationales.

Xavier Declercq

## Cuba : une source d'inspiration pour le mouvement altermondialiste

L'échange d'expériences entre partenaires peut s'avérer très enrichissant. En 1996 par exemple, l'organisation paysanne ANAP nous a renseigné que la loi Helms-Burton visait tout le secteur coopératif. Si cette loi entrait en application aux Etats-Unis, des milliers de coopératives perdraient leurs terres à Cuba.

Aux Etats-Unis, les anciens grands propriétaires terriens pourraient exiger des dédommagements pour la perte de leurs biens. Ils pourraient pour cela intenter un procès contre Cuba. Notre partenaire ANAP nous a alors communiqué la liste des coopératives susceptibles d'en être les victimes.

Via des lois comme Helms-Burton, les Etats-Unis tentent d'internationaliser

leur mainmise sur Cuba. Oxfam-Solidarité a demandé au gouvernement belge un cofinancement pour des projets de ces coopératives. Par l'acceptation de ces dossiers, la Belgique agit donc en pratique contre la loi Helms-Burton.

Nous avons aussi soumis cette loi étasunienne à une analyse approfondie. En marge de cette recherche, Oxfam-Solidarité a été à l'époque la première ONG européenne à découvrir qu'un "Accord Multilatéral sur l'Investissement" (AMI) était en préparation.

La mobilisation contre l'AMI est partie de là. En d'autres termes, Cuba a fourni une source d'inspiration de taille pour tout le mouvement altermondialiste...

## “Chacun a droit à la vie et à la sécurité”

“L’urgence fait partie intégrante de notre travail de développement” explique Channah Bentein, coordinatrice des actions d’aide d’urgence chez Oxfam-Solidarité. “Et cette aide nous est souvent demandée par nos partenaires locaux eux-mêmes”.



Un avion de marchandises pour la population palestinienne. (photo Eric de Mildt)

“Les situations d’urgence sont souvent très complexes” constate Channah Bentein d’expérience. “Notre travail en Palestine en est un bon exemple. Nous mettons en place une série de projets concrets de développement en collaboration avec nos partenaires sur place. Mais depuis l’éclatement de la deuxième Intifada et la riposte militaire israélienne qui a immédiatement suivi, ces partenaires sont constamment confrontés à une réelle situation de crise. A côté des projets de développement, ils ont besoin d’aide d’urgence. C’est pourquoi nous travaillons aussi dans les camps de réfugiés palestiniens pour la reconstruction des infrastructures sociales et pour aider les habitants à reconstruire leurs maisons détruites. En même temps, nous menons aussi un projet d’aide d’urgence qui vise les jardins ouvriers. Dix mille ouvriers palestiniens ont perdu leur emploi et ont rarement les moyens nécessaires pour survivre. En cultivant eux-mêmes leurs propres fruits et légumes, ces familles peuvent s’en sortir un peu mieux. L’aide d’urgence et le développement vont donc souvent de pair”.

### Une longue tradition

“Oxfam-Solidarité a démarré ses actions d’urgence dans les années 70” explique Channah Beiten. “Ces actions étaient destinées aux populations confrontées à

une situation de conflit ou victimes de catastrophes naturelles. Oxfam a par exemple toujours joué un rôle important dans l’aide aux réfugiés sahraouis. Le droit à la vie et à la sécurité est l’un des cinq droits de base chers à notre organisation. Les personnes et communautés victimes de conflits armés ou de catastrophes naturelles peuvent compter sur notre solidarité. Ensemble avec la communauté internationale, nos organisations partenaires sur place et les autorités locales, l’action d’aide d’urgence d’Oxfam-Solidarité tente de minimiser au maximum les conséquences dramatiques d’une situation de crise”.

### L’ouragan Mitch

L’une des plus grandes actions d’urgence a été menée en 1999 en Amérique centrale, lorsque des pays comme le Honduras et le Nicaragua ont été ravagés par l’ouragan Mitch. “Avec nos partenaires locaux, nous avons tenté grâce à cette aide de trouver des solutions durables à la catastrophe. Nous avons tout d’abord apporté une aide humanitaire aux victimes de l’ouragan mais l’accent a très vite été mis sur la reconstruction et la prévention.

Nos partenaires locaux ont pu compter sur notre soutien pour la reconstruction de l’agriculture. En même temps, nous les avons appuyés dans la prévention

afin qu’ils puissent réagir plus vite en cas de nouvelle catastrophe naturelle. Ce travail a été réalisé en collaboration étroite avec les autres membres d’Oxfam International, comme Intermon (Oxfam Espagne), Oxfam-Amériques, Oxfam-Canada et Novib (Oxfam Pays-Bas). Selon notre point de vue, l’aide d’urgence peut aussi contribuer à un changement social concret et les partenaires locaux peuvent en tirer des expériences utiles pour le futur. Les membres d’Oxfam International ont également travaillé ensemble lors des terribles tremblements de terre qu’ont connus le Salvador et l’Inde en 2001. Une telle équipe est un atout non négligeable. Les décisions en situation de crise sont d’ailleurs toujours prises dans le cadre d’Oxfam International. L’objectif prioritaire de nos actions d’urgence est évidemment que le moins possible de personnes ne meurent, ne tombent malades ou ne souffrent des suites d’une catastrophe naturelle ou d’un conflit. Et l’urgence va toujours de pair avec un processus de développement durable à long terme. C’est pourquoi nous consacrons tant d’attention à la reconstruction et à la prévention. Nous considérons donc l’aide d’urgence comme partie intégrante de notre travail de développement. Nos partenaires jouent ici un rôle essentiel et irremplaçable”.

Propos recueillis par Wim de Neuter



“On reconnaît ses amis dans l’urgence”

“Nous ne nous considérons pas seulement comme une organisation de développement” explique Channah Bentein. “L’urgence est aussi une partie importante de notre travail. Les projets d’urgence représentent environ 30% de nos actions dans le Sud. Nous travaillons dans de nombreux pays touchés par les conflits et les catastrophes. Nos partenaires peuvent compter sur notre soutien dans une situation de crise. C’est dans l’urgence qu’on reconnaît ses vrais amis...”

## Une valise pleine de revendications pour Cancún

La campagne estivale "eau = source de vie, pas de profit" s'est clôturée cette année par une action symbolique. Cet été, les water-teams d'Oxfam-Solidarité avaient sillonné le pays au rythme des festivals afin de sensibiliser le public aux dangers liés à la privatisation de l'eau dans le monde. La pétition a ainsi été signée par quelque 25.000 citoyens. Le message est donc clair : l'eau n'est pas une marchandise et doit être retirée des négociations commerciales en cours à l'OMC.



La pétition contre la privatisation de l'eau est offerte à des parlementaires. (photo Eric de Mildt)

Les water-teams – encore elles –, les artistes des "Passeurs de rêve" et une délégation de Greenpeace se sont rendus ensemble début septembre à l'aéroport de Zaventem. But de l'opération : remettre des valises contenant des revendications claires à la délégation parlementaire belge ainsi qu'aux représentants de la Commission européenne en partance pour la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún.

Après une dernière discussion, les délégués politiques ont pris l'avion pour le Mexique avec de la lecture, comme le manifeste commun des ONG et des

syndicats démontrant le besoin urgent de recadrer l'OMC et de revoir la vision du libre échange qu'elle tente d'imposer.

Ce n'est pas un hasard si des parlementaires ont reçu la pétition. Oxfam-Solidarité estime que le rôle des parlements nationaux au sein de l'OMC doit être renforcé. Les élus directs doivent être plus impliqués dans des décisions aussi importantes pour tous.

## Soigner ou rembourser?

Pour la troisième année consécutive, l'opération 11.11.11. se focalise sur la dette des pays en développement. En 2003, l'accent sera mis sur les conséquences catastrophiques de celle-ci sur les systèmes de soins de santé dans le Sud. Les programmes drastiques de remboursement de la dette extérieure imposés à de nombreux pays par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale se sont traduits par une sérieuse réduction des dépenses publiques, entre autres au niveau de la santé. Le service de la dette y est souvent supérieur aux dépenses en matière de santé...

La santé est pourtant un droit fondamental qui devrait être accessible à tous. Une raison plus que suffisante pour exiger une nouvelle fois l'annulation de la dette (entre-temps déjà remboursée plusieurs fois). Des bénévoles sillonneront la partie francophone et germanophone du pays du 7 au 16 novembre 2003 chargés de cacao équitable et d'autres produits. Les bénéfices de l'Opération serviront à financer 61 projets de développement dans une trentaine de pays, dont 5 menés par Oxfam-Solidarité.

[www.cncd.be](http://www.cncd.be)

## Grand rendez-vous parisien



Premier Forum social européen à Florence en 2002. (photo Eric de Mildt)

Dans la mouvance de Porto Alegre, le deuxième Forum social européen (FSE) se tiendra du 12 au 15 novembre 2003. Plusieurs centaines de milliers de personnes s'étaient réunis l'année passée à Florence pour réfléchir ensemble aux actions et al-

ternatives pour un autre monde. Paris accueillera ce deuxième rendez-vous des altermondialistes européens. Cet espace de rencontre continental accueillera les organisations de la société civile des pays d'Europe occidentale, centrale et orientale. Les délégations d'ONG, syndicats et mouvements sociaux belges seront de la partie. Le dernier briefing avant la conférence de Cancún a démontré leur cohérence dans leurs analyses et revendications face à l'OMC et à l'AGCS. Revendications de plus en plus écoutées par la classe politique. A Paris, ces organisations animeront un débat sur l'AGCS. Oxfam-Solidarité participera également activement aux débats sur l'agriculture et la souveraineté alimentaire dans la perspective de la réforme de la Politique agricole commune européenne (PAC). Elle contribuera aussi à un séminaire sur la coopération entre l'Union européenne et l'Amérique latine avec un accent particulier sur les relations avec Cuba.

Prochaine étape importante du mouvement: le Forum social mondial organisé en janvier 2004 à Bombay en Inde.

[www.fse-esf.org](http://www.fse-esf.org)

LA  
**DETTE**  
DU  
**TIERS MONDE**



**ABOLIR LA DETTE DU TIERS MONDE  
POUR LIBÉRER LE DÉVELOPPEMENT**

# Période incertaine au Sahara occidental

**J**ames Baker, le représentant spécial des Nations-Unies au Sahara occidental, est à la base de la nouvelle résolution 1495 de l'ONU, approuvée le 31 juillet dernier malgré de vives protestations marocaines et de fortes pressions diplomatiques de la France en faveur de son allié de Rabat. En 2001, Baker avait expédié aux oubliettes le plan de paix onusien d'origine (basé sur le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et sur l'organisation d'un référendum démocratique sur l'avenir du Sahara occidental). Il avait mis au point ce plan personnel dont les deux axes principaux étaient l'autonomie provisoire de l'ancienne colonie espagnole sous administration marocaine et la promesse d'organiser ensuite un référendum. Le Maroc avait alors soutenu le plan car il permettait en fait aux colons marocains présents au Sahara occidental de participer au référendum sur l'autodétermination. Le Maroc est aujourd'hui violemment opposé à la deuxième version (pratiquement inchangée) du plan Baker. Le Front Polisario – mouvement de libération du Sahara occidental – se montre par contre flexible et réagit positivement à la résolution 1495 de l'ONU, soutenue également par l'Algérie voisine.

Lors d'un entretien avec la rédaction de Globo à Bruxelles, Khadija Hamdi expliquait la position du Front Polisario.



*L'aide alimentaire, une arme politique? (photo Tineke D'haese)*

Parlementaire de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et femme du Président Mohammed Abdelaziz, elle joue un rôle important au sein de l'Union des femmes sahraouies.

Malgré l'étrangeté de la nouvelle résolution onusienne, Khadija Hamdi reste optimiste. "La différence essentielle entre le premier et le deuxième plan Baker réside dans le fait que le dernier est basé sur le droit à l'autodétermination et l'organisation d'un référendum d'ici quelques années. L'ONU est résolue à rompre l'impasse actuelle. Nous n'avons pas peur d'un référendum, nous avons toute confiance

dans le jugement de notre peuple lors d'une telle consultation démocratique et transparente. Cela dépendra d'ailleurs de la pression que la communauté internationale exercera sur les autorités marocaines. Je constate qu'au sein de l'Union africaine (UA), il existe de plus en plus de volonté politique pour parvenir à une solution dans le dossier du Sahara occidental. Notre cause trouve de plus en plus de soutien auprès des membres de l'UA. C'est d'ailleurs le peuple marocain qui paye l'addition politique et économique pour la position acharnée de son roi et de son gouvernement. Nous désirons entrer en

dialogue avec le Maroc et la communauté internationale afin de parvenir à une solution acceptable, basée sur la justice et le droit à l'autodétermination".

Lors de cet entretien, Hammad Bourhah de l'organisation sahraouie du Croissant-Rouge nous a mis en garde contre l'imminence d'une véritable catastrophe humanitaire. Le Programme alimentaire mondial des Nations-Unies livre quatre aliments de base aux réfugiés sahraouis : blé, huile, sucre et légumes secs. ECHO, l'office d'aide humanitaire de l'Union européenne, complète cet apport insuffisant par des rations alimentaires complémentaires. ECHO suspend actuellement son programme d'aide alimentaire. Selon Hammad Bourhah, "si la situation ne se débloque pas rapidement, nos provisions en certains produits essentiels seront entièrement épuisées d'ici quelques mois. La communauté internationale porte ici une grande part de responsabilités tant sur le plan politique qu'humanitaire". La situation reste donc incertaine pour le Sahara occidental. Si la communauté internationale (en premier lieu l'ONU et les membres de l'Union européenne) n'exerce pas de pression suffisante sur la monarchie marocaine, elle ne fait pas grand chose non plus pour empêcher que l'alimentation devienne une arme permettant de mettre le peuple sahraoui à genoux.

## OMC et santé: tout reste à faire

**L'**Organisation mondiale du commerce (OMC) et les firmes pharmaceutiques occidentales se félicitent. Elles proclament haut et fort être enfin parvenues le 30 août dernier à un accord "historique" sur la question des médicaments. Cette décision dans le dossier des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) est sensée permettre aux pays en développement d'importer plus facilement des médicaments génériques (bien meilleur marché) pour venir en aide à leurs populations.

Mais cet accord est avant tout diplomatique et destiné à sauver la face de l'OMC quelques jours à peine avant la Conférence ministérielle de Cancún. Selon Oxfam et Médecins sans frontiè-

res, il n'est absolument pas viable dans la pratique. Pour qui connaît le dossier, la portée d'un tel accord est fort limitée. Si l'ambition de départ est louable, les modifications ont apporté un nouveau lot d'obstacles juridiques, économiques et politiques à la production et à l'exportation des médicaments génériques.

A noter également qu'une vingtaine de pays en développement se sont vivement opposés à l'accord jusqu'au dernier moment... avant de céder sur le fil aux intenses pressions de leurs anciennes puissances coloniales. Bref, un accord trop compliqué à appliquer et légalement peu clair qui ne résoudra en rien les difficultés des pays en développement en termes de santé.



*(photo Tineke D'haese)*

## JUSTICE POUR GENOCIDE

Au Guatemala, plusieurs communautés indiennes ont intenté un procès contre l'ex-dictateur Rios Montt pour génocide dans les années '80. Notre partenaire Centro de Acción Legal para Derechos Humanos (CALDH) leur apporte son assistance juridique. Rios Montt peut tout de même se présenter aux élections présidentielles de novembre, ce qui risque d'aggraver les tensions dans le pays.

[www.justiceforgenocide.org](http://www.justiceforgenocide.org)



## NOTRE ARGENT SERT-IL L'INDUSTRIE DES ARMES?

"Not in my name" ont clamé des dizaines de milliers de manifestants contre la guerre en Irak. Mais qu'en est-il de notre argent? Notre banque peut-elle nous garantir qu'il ne sert pas à financer l'industrie des armes (et donc les guerres)? Network Vlaanderen a mené une enquête sur les liens entre cinq grandes banques belges (Fortis, ING, Dexia, KBC et AXA) et l'industrie des armes. Les résultats seront rendus publics fin octobre.

[www.netwerk-vlaanderen.be](http://www.netwerk-vlaanderen.be)



REJOIGNEZ  
LE GRAND  
VACARME

## GRAND VACARME

Plus de 3,5 millions de personnes ont à ce jour signé la pétition d'Oxfam International pour un commerce mondial plus équitable.

[www.pouruncommerceequitable.com](http://www.pouruncommerceequitable.com)

## ONE DAY FOR ANOTHER WORLD

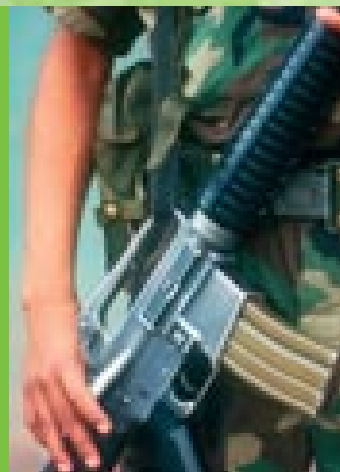
Grande surprise aux Fêtes de Gand cet été: Goran Bregovic et de nombreux autres artistes ont donné un concert de soutien aux actions d'Oxfam-Solidarité. Différents politiciens – dont notre nouveau Ministre de la Coopération au développement – ont signé le manifeste d'Oxfam pour un autre monde.

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)

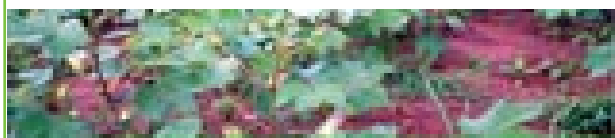


## CONTRÔLE DES ARMES

Oxfam, Amnesty International et le Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL) lancent ensemble une campagne mondiale pour un meilleur contrôle sur le commerce des armes. Objectif: l'adoption aux Nations-Unies d'un Traité international sur ce commerce d'ici 2006. Lancement: le 9 octobre. A suivre...



## COTON AFRICAIN



LA MENACE VIENT DU NORD  
Enquête sur le coton

Oxfam-Solidarité, Magasins du monde-Oxfam et Peuples solidaires viennent de publier "La menace vient du Nord – enquête sur le coton". Un livre pour mieux comprendre les enjeux du coton en Afrique et dans le monde.

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)

## LES OBSERVATEURS-ONG DE BUSH

L'Amérique conservatrice de George Bush a fondé l'organisme "NGO-watch". Sous l'impulsion de l'American Enterprise Institute – un think tank (groupe de réflexion) de multinationales américaines très influent au sein du gouvernement –, un site Internet tire à gros boulets sur les ONG impliquées dans le développement durable, les droits de l'Homme, les accords de Kyoto, le combat contre les mines anti-personnelles, les guerres du Golfe, la mondialisation et la politique économique de l'OMC et des Etats-Unis. Les accusations vont bon train: "Les ONG sont des loups dans la bergerie", "partisanes d'un programme de gauche qui représente une menace pour la souveraineté des Etats-Unis, le libre-marché et le capitalisme". "Les ONG mènent une "biz-war" permanente, une guerre contre les intérêts du monde des entreprises". "Les politiciens et les chefs d'entreprise sont souvent poussés à réagir face à la machine médiatique ONG". Pour découvrir les insultes du big business conservateur étasunien, effectuez une petite visite à l'adresse suivante.

[www.ngowatch.org](http://www.ngowatch.org)

## NOUVELLES PUBLICATIONS

Le GRESEA vient de publier plusieurs dossiers de fond qui retiennent notre attention. Une lecture citoyenne pour en savoir plus sur les droits de propriété intellectuelle (brevets, droits d'auteur, etc.), l'Accord général sur le commerce des services (le fameux AGCS en cours de négociation à l'OMC), les droits de l'homme selon les entreprises multinationales, le développement durable ou encore la justice fiscale dans les pays en développement (avec des études de cas au Brésil et en Algérie). Une nouvelle fournée des "Cahiers des alternatives".

[www.gresea.be](http://www.gresea.be)

## LABEL ETHIQUE

Solid'R est le réseau des entreprises belges d'économie sociale actives dans la récupération et le recyclage. L'organisme indépendant Ethibel en effectue le contrôle. Comme sept autres associations, les magasins de seconde-main d'Oxfam-Solidarité (liste ci-dessous) respectent les critères éthiques du label. Donnez ou achetez-y vos vêtements en toute confiance.

[www.solid-r.be](http://www.solid-r.be)



## DU NEUF SUR LA TOILE

Le nouveau site Internet d'Oxfam-Solidarité est en ligne! Il vous permettra de passer à l'action et de répondre à toutes vos questions.

Quelles sont les campagnes actuelles? Comment m'inscrire à un atelier éducatif "Carrefours du monde"? Comment m'impliquer concrètement pour un autre monde? Quels sont les partenaires d'Oxfam en Colombie? Où trouver une cabine de récolte de vêtements près de chez moi? Quels sont les derniers communiqués de presse? Qu'y a-t-il à faire ce mois-ci? La liste est longue...

Cerise sur le gâteau: le site est entièrement réalisé en "open source". Ces logiciels donnent à leurs utilisateurs la liberté de les exécuter, les améliorer, les copier et les partager. Un pied de nez aux multinationales de l'informatique en cohérence avec notre philosophie. Parce que nous pensons aussi qu'une autre informatique est possible!

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)

## RENTREE SCOLAIRE

Des milliers d'enfants palestiniens ont reçu fin août de nouveaux cartables et du matériel scolaire en provenance de Belgique. L'aboutissement d'une opération de solidarité envers le peuple palestinien lancée fin 2002.

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)



## MAGASINS DE SECONDE MAIN OXFAM

### Wallonie

- **Charleroi** : rue du Grand Central 4, 6000 Charleroi - 071/31 37 76  
ma. au ven. de 11-18h - sam. de 10-15h (informatique)
- **Châtelineau** : rue du chemin de fer 12a, 6200 Châtelineau - 071/40 13 46  
ma. au sam. 10-18h (vêtements-informatique-livres-brocante)
- **Huy** : rue Montmorency, 2, 4500 Huy - 085/23 32 98  
mer. 9-16h, ven. 10-17h, sam. 10-12h et 14-16h (vêtements)
- **Liège** : rue de la Casquette 19b, 4000 Liège - 04/223 27 87  
lun. au ven. 10-17h, sam. 12-17h (brocante - vêtements - informatique - livres)
- **Herstal** : rue Grande Foxhalle 99, 4040 Herstal - 04/240 08 01  
lun. 12-16h45, mar. au ven. 10-16h45, sam. 12-16h (brocante - informatique - vêtements - bureaux - livres)
- **Liège** : rue St. Léonard 286, 4000 Liège - 04/368 56 79  
lun. au ven. 9-17h (vêtements - brocante)
- **Liège** : rue St. Séverin 117, 4000 Liège - 04/221 49 58  
lun. au ven. 10h-16h30 (brocante - vêtements - informatique)
- **Namur** : chaussée de Louvain 5, 5000 Namur - 081/22 22 22  
lun. au ven. 11-18h, sam. 9-14h (brocante - vêtements - informatique - livres)
- **Namur** : av. de la Plante 27, 5000 Namur - 081/26 28 38  
mar. au ven. 11-18h, sam. 10-15h (informatique)

- **Natoye** : rue Bellevue 1, 5360 Natoye - 083/22 01 72  
mer. et sam. 10-12h / 13-17h (brocante - informatique - vêtements - livres)
  - **Seraing** : rue de la Baume 250, 4100 Seraing - 04/337 29 58  
lun. au ven. 10-17h, sam. 12-16h (vêtements - informatique)
  - **Taviers** : rue Bas-tige 24, 5310 Taviers - 0497/30 45 53  
mar. mer. jeu. 9-17h+2<sup>ème</sup> sam. 10-17h (brocante-vêtements-informatique)
- Bruxelles**
- **Anderlecht** : ch. de Ninove 292, 1070 Bruxelles - 02/522 40 70  
lun. au ven. 11-17h (vêtements)
  - **Bruxelles** : av. de la Toison d'or 46, 1000 Bruxelles - 02/512 87 41  
mar. au sam. 10-17h30 - ven. 10-17h (brocante - vêtements - livres)
  - **Bruxelles** : place Anneessens 13, - 1000 Bruxelles  
02/502 70 79 - lun. au sam. 10h30-13h et 14h-17h30 (vêtements)
  - **Etterbeek** : av. J. Malou 45, 1040 Bruxelles - 02/640 09 25  
lun. 14-18h, mar. au ven. 11-18h, sam. 11-16h (vêtements-informatique)
  - **Forest** : chée de Neerstalle 66, 1190 Bruxelles - 02/332 59 91  
lun. au sam. 10-17h (vêtements)
  - **Ixelles** : ch. d'Ixelles 254, 1050 Bruxelles - 02/648 58 42  
lun. au sam. 10-18h (Bookshop)
  - **Molenbeek** : rue de la Colonne 56, 1080 Bruxelles - 02/501 67 00  
mar. au jeu. 13h30-17h, sam. 10-13h (brocante - livres - vêtements - informatique-meubles)
  - **Molenbeek** : rue Dubois-Thorn 105, 1080 Bxl - 02/734 10 28  
mer. 10-13h ou sur rendez-vous (mobiliers de bureau)
  - **Schaerbeek** : av. de la Brabançonne 133, 1030 Bxl - 0475/37 93 14  
mar. au jeu. et sam. 9-13h (vêtements)
  - **Schaerbeek** : bd Lambertmont 47, 1030 Bruxelles - 02/215 05 11  
lun. 9h30-13h, mar.-ven. 10-17h, sam. 10-13h (vêtements-informatique)

*Vous trouverez aussi dans ces magasins des informations sur les campagnes et actions d'Oxfam-Solidarité et de ses partenaires.*



**Oxfam  
Solidarité**

### Globo

Périodique trimestriel n° 3  
Troisième trimestre 2003  
Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles - Belgique  
tél: ++32 (0)2 501 67 00  
fax: ++32 (0)2 511 89 19  
e-mail : [redaction@oxfamsol.be](mailto:redaction@oxfamsol.be)  
site Internet : [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)  
éditeur responsable : Stefaan Declercq

### Art. 4 Loi 8.12.92 - Arr. Min. 18.03.93.

Oxfam-Solidarité asbl, Rue des Quatre Vents 60 à 1080 Bruxelles, gère de manière autonome une base de données automatisée, afin d'enregistrer les données concernant la gestion des relations avec ses donateurs et sympathisants.

Vous avez le droit de demander toutes les données vous concernant et de les faire modifier le cas échéant. Adressez votre demande écrite à : Oxfam Fichier donateurs, Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles.

Pour toute information concernant cette base de données, vous pouvez vous renseigner au **Registre National de la Commission pour la protection de la vie privée, Rue de la Régence 61 1000 Bruxelles**. Oxfam-Solidarité y est enregistrée sous le numéro (000500836).

### Crédits

**Rédaction** : Wim de Neuter, Fabrice Kada, Erik Todts  
**Ont collaboré** : Peter Mol, Patricio Montesinos, Xavier Declercq

**Mise en page** : José Mangano  
**Photos de couverture** : Eric de Mildt, Tineke D'haese

# Boutons Oxfam

## Forum social européen

Le rendez-vous des altermondialistes

du 12 au 15 novembre 2003  
Paris et région parisienne

[www.fse-esf.org](http://www.fse-esf.org)

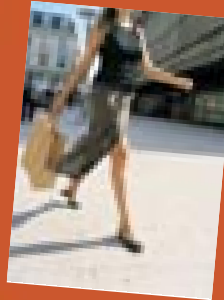


## Semaine du Commerce équitable

du 6 au 12 octobre 2003

Nombreuses activités dans toute la Belgique

[www.madeindignity.be](http://www.madeindignity.be)



## Forum social de Bruxelles

Une journée de réflexion pour l'action à l'IHECS

4 octobre 2003

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)

## Semana Colombiana

Une semaine de sensibilisation sur le conflit en Colombie

du 6 au 11 octobre 2003  
différents lieux à Bruxelles

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)

## Irak, Palestine

Journée internationale contre l'occupation

27 septembre 2003 à 15h

Manifestation au départ de la place Rouppe à Bruxelles

[www.cnapd.be](http://www.cnapd.be)

[www.geenoorlog.be](http://www.geenoorlog.be)

## Get in Shape!

Non aux armes nucléaires!  
Une action pacifique au quartier-général de l'OTAN à Mons

25 octobre 2003

[www.bomspotting.be](http://www.bomspotting.be)



**Oxfam**  
Solidarité

Rue des Quatre Vents 60 - 1080 Bruxelles

02/501 67 00 - [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)